

## Kabila annonce la convocation d'un dialogue politique national en RD Congo

APA, 29-11-2015 Kinshasa (RD Congo) - Le président Joseph Kabila Kabange (photo) a annoncé la convocation en République démocratique du Congo d'un "dialogue politique national inclusif", samedi soir dans un message à la nation. Il a décidé, dans ce même cadre, la mise en place d'une commission préparatoire pour encadrer les problèmes liés à l'organisation de ce dialogue.

Le président Kabila a annoncé avoir pris des mesures de grâce et ordonné au gouvernement d'agir dans le même sens, conformément à ses compétences "en vue de pacifier les esprits". Il a assuré que la tâche de la co-modération de ce dialogue "pourra bénéficier de l'accompagnement d'une facilitation internationale qui aura à offrir ses bons offices en cas de difficulté majeure". "Je ne doute pas que vos dirigeants à ce forum pourront s'assumer en échangeant librement en toute fraternité et franchise sur toutes les questions vitales qui nous préoccupent", a lancé le chef de l'Etat congolais. Il a souhaité que la nation tout entière accompagne les différents dirigeants à ce dialogue national par des conseils et surtout par des prières ferventes en ce moment particulier de l'histoire du pays. Joseph Kabila a lancé "un appel ultime" à ceux de ses compatriotes "qui hésitent encore de répondre à l'appel pathétique de la patrie". Il a rappelé que la convocation de ce dialogue intervient après six mois de consultation de différentes couches de la population, notamment la majorité, l'opposition, la société civile ainsi que les institutions politiques du pays, à la suite des divergences profondes d'opinion sur la scène politique nationale. Parmi les problèmes à la base de ces divergences, il a cité le fichier électoral qui a soulevé une interrogation sur sa fiabilité, le calendrier électoral, la sécurisation ainsi que le financement du processus électoral. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) d'Etienne Tshisekedi, le plus grand parti de l'opposition en RD Congo, ainsi que ses alliés se sont prononcés pour la tenue de ce dialogue, tout en la conditionnant par l'implication d'une facilitation internationale et des mesures de grâce pour les prisonniers politiques et d'opinion. Quelques partis de l'opposition, comme le Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba et l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe ont déclaré inopportun ce dialogue, estimant qu'il va occasionner un glissement en faveur du président Joseph Kabila dont le dernier mandat à la tête du pays prend fin en novembre 2016.